



## COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

### DELIBERATION N° CFVU 27-SFP-042

RESULTAT DU VOTE  
Nombre de votants : 30  
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2<sup>ème</sup> année  
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours type Relations  
internationales et politiques de sécurité  
Année universitaire 2018/2019***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
  - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
  - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
  - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
  - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
  - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
  - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
  - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
  - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
  - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master domaine Droit, Economie, Gestion mention Science Politique,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la faculté de Droit et Science Politique en date du 09 janvier 2018,

**La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :**

***Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2<sup>ème</sup> année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique, parcours type Relations internationales et politiques de sécurité sont fixées comme suit,***

## **TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **ARTICLE 1. Objectifs de la formation**

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours type Relations Internationales et politiques de sécurité (RIPS) est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en relations et sécurité internationales.

### **ARTICLE 2. Condition d'accès**

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Science politique, parcours type Relations Internationales et Politiques de Sécurité, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Science politique, ou d'un autre Master de droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas, y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

### **ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès**

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

### **ARTICLE 4. Redoublement**

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

### **ARTICLE 5. Mobilité internationale**

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2<sup>e</sup> année du master Droit, Économie, Gestion, mention Science politique, parcours Relations Internationales et Politiques de Sécurité, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

## **TITRE II - ENSEIGNEMENTS**

### **ARTICLE 6. Organisation de la formation**

6.1- Le Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Science Politique parcours type Relations Internationales et Politiques de Sécurité, est organisé sur deux semestres. Cette année est organisée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignements, le second semestre, 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 42 et 18 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

### **ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche**

7.1 - Pour l'UE3 du second semestre, l'étudiant choisit soit la voie professionnelle soit la voie recherche.

#### 7.2 - Voie professionnelle :

L'étudiant effectue un stage d'une durée minimale de deux mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage sanctionné par une note prise en compte pour l'admission au diplôme.

#### 7.3 - Voie Recherche :

L'étudiant rédige un mémoire de recherche dont le sujet est choisi dans les enseignements fondamentaux, sous la direction de l'un des enseignants de la spécialité, qui est soutenu devant un jury et dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation de la Présidente de l'université.

### TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES

#### ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - L'examen du Master comporte une session unique pour chaque semestre.

#### ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la session unique

9.1 - Chacune des unités d'enseignement donne lieu aux épreuves suivantes :

**UE1** : une épreuve écrite de 3 heures ainsi qu'un contrôle continu pour chacune des matières constitutives de l'UE

**UE2** : un contrôle continu est réalisé sur chacun des 4 séminaires que choisit l'étudiant, à l'exception des matières *Terrorisme et radicalisation* et *Dangers d'internet et cybercriminalité* qui sont évaluées par une épreuve écrite d'1heure

**UE3 :**

- **voie professionnelle** : un rapport de stage et une épreuve écrite d'une durée de 1h30 portant sur « Méthodologie de la recherche », chacun donnant lieu à une note
- **voie recherche** : rédaction d'un mémoire de recherche qui donne lieu à une soutenance. Une épreuve écrite d'une durée de 1h30 portant sur « Méthodologie de la recherche »

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen des 2 semestres est sanctionnée par la note 0. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

La note attribuée dans le cadre d'un contrôle continu portant sur une matière ou sur une unité d'enseignement résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrit, d'oral, de projet ou de travaux de groupe à la discrétion de chaque enseignant.

#### **Sont admis à passer la session de rattrapage dite de cas de force majeure les étudiants :**

Absents à la session unique du semestre concerné et :

- qui peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est à dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur),
- et qui ont déposé un dossier (formulaire et justificatif d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours calendaires suivant la fin de la période d'examen concernée,

- et, qui ont reçu un avis favorable de la commission composée du Doyen et de deux membres du bureau de la Faculté. La décision de cette instance n'est pas susceptible de recours. La Présidente est liée par cet avis.

## **ARTICLE 10. Bonifications**

10.1 - Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

10.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

10.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

## **TITRE IV – VALIDATION ET ADMISSION**

## **ARTICLE 11. Conditions de validation des unités et des semestres**

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y obtient la moyenne.

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le compose plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 420/840 points pour le semestre 3 et 180/360 points pour le semestre 4 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondants à l'unité sont acquis.

12.2 - Les semestres sont validés isolément.

► **Isolément :**

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 420/840 points pour le semestre 3 et 180/360 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 42 et 18 crédits européens correspondants (ECTS).

## **ARTICLE 12. Conditions d'obtention d'une mention**

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

### **ARTICLE 13. Délivrance du diplôme**

14.1 - Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 27 août 2018,

**Corinne MASCALA**

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie  
Universitaire,



PJ : annexes



Annexe – Master 2 mention Science politique - parcours type Relations Internationales et Politiques de sécurité – année 2018-2019								
Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1	Cyberespace et politiques de sécurité	Obligatoire	26	20		Epreuve écrite de 3h	80	520
						Contrôle continu	50	
	Problématiques juridiques des interventions militaires et de la cybersécurité	Obligatoire		20		Epreuve écrite de 3h	80	
						Contrôle continu	50	
	Sécurité en Europe	Obligatoire		20		Epreuve écrite de 3h	80	
						Contrôle continu	50	
	Théories de la sécurité	Obligatoire		20		Epreuve écrite de 3h	80	
						Contrôle continu	50	
UE2 A choix 4/7	Mondialisation et géopolitiques régionales	Choix 4/7	16	15		Contrôle continu	80	320
	Le facteur militaire dans les conflits et la politique internationale	Choix 4/7		15		Contrôle continu	80	
	Armes, technologies et stratégies de sécurité	Choix 4/7		15		Contrôle continu	80	
	Cybersécurité : enjeux internationaux	Choix 4/7		15		Contrôle continu	80	
	Analyse des crises et conflits contemporains	Choix 4/7		15		Epreuve orale	80	
	Terrorisme et radicalisation	Choix 4/7		15		Epreuve écrite de 1h	80	
	Dangers d'internet et cybercriminalité	Choix 4/7		15		Epreuve écrite de 1h	80	
	Bonification							
TOTAL semestre 3			42	135			840	
Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Heures TD	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE3 A choix 1/2	Orientation choisie							
	Voie professionnelle	A choix 1/2	18	15		Rapport de stage	340	360
	Voie recherche	A choix 1/2		15		Mémoire et soutenance		
	Méthodologie de la recherche	Obligatoire		15		Contrôle continu	20	
Bonification							3.33% du total des points du semestre	
TOTAL semestre 4			18	45				360
Total Année			60	180				1200



## **Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification**

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



<b>Liste des concours soumis à bonification</b>
---

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media